

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

**SMICOTOM
SYNDICAT MÉDOCAIN pour la COLLECTE et le TRAITEMENT DES ORDURES
MÉNAGÈRES**

PROCÈS VERBAL DU COMITÉ SYNDICAL

Séance du vendredi 16 février 2024 à 10 h

En exercice : 32

Présents : 27

Votants : 24

Les membres du Comité syndical du SMICOTOM convoqués le 5 février deux mille vingt-quatre se sont réunis à la salle d'animation du site de Naujac-Sur-Mer sous la présidence de Monsieur Yves BARREAU, Président

Délégués titulaires présents :

Médoc Cœur de Presqu'île : Mesdames Béatrice SAVIN, Marie-José CLIPET, Michelle SAINTOUT, Messieurs Jean-Michel SAINTE-MARIE, Serge RAYNAUD, Didier ANTRAS, Dominique TURON.

Médoc Atlantique : Messieurs Dominique FEVRIER, Patrick GRELLETY, Christian BOURA, Laurent PEYRONDET, Bernard ESCHENBRENNER, Yves BARREAU, Claude LASSALLE, Gilles CHAVEROUX, Bernard MOULIN, Jean-Claude LACROIX, Jean-Luc PIQUEMAL.

Délégués suppléants avec voix délibératives :

Médoc Cœur de Presqu'île : Messieurs Thierry CHAPPELLAN, Patrick ARBEZ, Philippe GRYNFELLT, Marc POUEY, Daniel MEYNIER.

Médoc Atlantique : Madame Catherine THOMPSON, Messieurs Sylvain SAYO Y BLANC, Régis INDA, Pierre PLANTY

Monsieur Dominique FEVRIER est élu Secrétaire de séance.

83

Ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du 15 décembre 2023
2. Rapport d'orientation budgétaire 2024
3. Délibération N°2024-01 : Autorisation du Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements de l'exercice 2023 avant le vote du budget primitif 2024
4. Délibération N°2024-02 : Délibération donnant mandat au CDG33 pour le lancement d'une consultation concernant la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et/ou prévoyance)
5. Synthèse du Rapport Social Unique (RSU)
6. Décisions du Président :
 - DP 2023/14 : Cession du véhicule de service BIPPER Peugeot
 - DP 2023/15 : Refinancement de crédit
 - DP 2024/01 : Convention mise à disposition d'un agent durant 1 mois

Après avoir pris connaissance des projets de délibérations proposés par le Président du SMICOTOM, Monsieur Yves BARREAU, le Comité Syndical a délibéré sur les projets inscrits à l'ordre du jour.

Adoption du procès-verbal de la réunion du 15 décembre 2023

Le procès-verbal de la réunion du 15 décembre 2023, n'appelant pas d'observation, est adopté à l'unanimité.

Présentation du rapport d'orientation budgétaire par Monsieur Février :

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

.....

INTRODUCTION

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités affichées dans le budget primitif.
- de débattre sur la stratégie financière pluri annuelle tout en étant informé sur l'évolution de celle-ci.

Il est un acte majeur dans lequel est analysé et mis en perspective les évolutions des indicateurs clés de gestion.

Ce document présentera des éléments factuels qui permettront d'alimenter le débat. Il donne aussi une tendance sur les orientations budgétaires futures tant en fonctionnement qu'en investissement.

Les obligations légales du DOB :

La tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire est obligatoire dans les régions, les départements et les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants dont les syndicats mixtes ouverts (article L.5722-1 du CGCT).

- **Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédents l'examen du budget primitif et ne peut être organisé au cours de la même séance que l'examen du budget primitif.**

Le DOB doit faire l'objet d'un rapport d'orientation budgétaire depuis la loi NOTRE (n° 2015-991 du 7 août 2015 article 107). Une délibération de l'assemblée délibérante prend acte du débat d'orientation budgétaire, distincte de celle relative au budget (articles L.2312-1, L.3312-1 et L.4312-1 du CGCT). Celle-ci doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend seulement acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport d'orientation budgétaire.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET SES REPERCUSSIONS :

1 CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Poursuite de la guerre en Ukraine, inflation, évolution des taux de prêts immobiliers, situation de l'emploi : 2023 a été riche en événements, avec un impact extrêmement fort sur notre économie.

La crise inflationniste a eu un impact négatif sur l'évolution du pouvoir d'achat, mais il a par chance été limité. En effet, ce fort ralentissement économique a été masqué par un déficit public historique, qui a limité les conséquences les plus dramatiques au prix d'un accroissement de la dette et des intérêts futurs à payer.

La prévision de croissance du PIB de la zone euro en berne

La prévision de croissance du PIB mondial, qui devrait atteindre 2,9% en 2023, est maintenue inchangée pour 2024 à 2,7%.

Dans le détail, la prévision de croissance de la zone euro atteint 0,9% pour 2024, soit deux points de moins de ce qui était initialement prévu. Les Etats-Unis ont une prévision de croissance d'1,5% pour 2024, et la Chine de 4,7%.

Le gouvernement table sur une prévision de croissance à 1.4% en 2024 contre 1% en 2023. Le déficit public serait stabilisé à 4.9% du PIB en 2023 et réduit à 4.4% en 2024. La part de la dette publique dans le PIB se stabiliserait à 109.7% en 2024.

Une inflation tenace

L'inflation est pour l'heure encore tenace : elle devrait être de 4.9 % dans l'ensemble de la zone euro et de 2,9 % l'an prochain, forçant la Banque centrale européenne (BCE) à maintenir un ton ferme quant au niveau des taux d'intérêt qu'elle fixe.

L'inflation élevée a un effet direct sur la croissance au sein de cette zone, attendue par l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE à 0,6 % cette année et à 0,9 % l'an prochain.

Ce sont les exportations, en nette hausse (+ 2,6 %), qui ont permis à l'activité économique d'atteindre ce bon résultat au deuxième trimestre, tandis que la demande intérieure reste morose : la consommation des ménages est en retrait de 0,4 %, après un début d'année atone.

2024 va donc mal démarrer dans la zone euro, l'activité économique étant moribonde, et l'État va commencer à réduire son soutien à l'économie, amputant son déficit de 1 point de PIB.

2 La loi des finances 2024 et la transition écologique :

Les grands axes de la loi des finances 2024 en faveur de la transition écologique :

- **Les prémices d'un « Fonds territorial climat » à concrétiser :**

Lors des débats au Sénat a été votée la création d'un « Fonds territorial climat » abondé à hauteur de 200 millions d'euros (pris sur les crédits du Fonds vert). Ce fonds permettrait d'allouer, selon l'exposé des motifs, 4 euros par habitant aux collectivités porteuses d'un PCAET (Plan Climat Air énergie territorial) et ainsi les collectivités pourraient assumer davantage leur destin écologique et énergétique en disposant de moyens favorisant leur liberté d'action en matière de politique environnementale. Cela constituerait également une première étape d'affectation de la recette carbone perçue par l'État (plus de 10 Mds d'euros) au profit de la mise en œuvre de la transition écologique dans les territoires défendue depuis plusieurs années par AMORCE.

- **La réforme des redevances des agences de l'eau :**

Très attendue et plusieurs fois reportée, la réforme des redevances de l'eau est bien présente dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024. L'objectif est de rééquilibrer la charge fiscale entre les différents usagers. Cette réforme, qui va dans le bon sens, est encore loin d'atteindre son but.

- **Un prolongement des boucliers tarifaires et amortisseur d'électricité avec des conditions d'éligibilité très restrictives**

Le gouvernement a prolongé les mécanismes d'aides à l'achat de cette énergie par les collectivités pour 2024 mais les nouvelles modalités d'octroi vont exclure de nombreuses collectivités du dispositif.

- **Une nouvelle pression sur les collectivités via la TGAP**

A compter de 2025, les déchets envoyés en stockage en dépassement de l'objectif de division par 2 des tonnages par rapport à 2010 seront taxés à 65 euros/tonne auxquels s'ajoutera une surtaxe fixée entre 5 et 10 euros.

- **Une augmentation du fonds chaleur de 820 millions d'euros ;**
- **Des aides au déploiement du tri à la source des biodéchets bloquées à 100 millions d'euros.**

3 **LES REPERCUSSIONS SUR NOTRE ACTIVITE**

Pour rappel, dès le début de notre mandat, nous avons pris connaissance du contexte réglementaire très contraignant dans lequel notre syndicat allait évoluer ces prochaines années.

Nous avons, aussi, été alertés des répercussions financières lourdes de cette nouvelle législation, notamment l'augmentation de la TGAP et la diminution de 50 % de la capacité d'enfouissement de notre centre de stockage de Naujac sur Mer en 2025.

A cela est venu s'ajouter la crise sanitaire suivie d'une crise inflationniste.

Le contexte international tendu a deux répercussions principales sur notre activité :

- Les prix ont augmenté de près de 4% en 2023 en France. Dans un contexte tendu et imprévisible des cours des matières premières, certains opérateurs économiques, les plus exposés à ces fluctuations, ont bénéficié d'indemnités pour continuer leur marché. Mais les derniers marchés publics signés permettent de mieux absorber ce contexte inflationniste en incluant des révisions des prix au trimestre.
- La baisse du pouvoir d'achat entraînant une baisse de la consommation des ménages impacte aussi la production de déchets sur le plan national. En octobre, cette tendance sur notre territoire était de - 4.9 % pour les OMR (911 tonnes) et +11.3% en emballages et papiers (555 tonnes) sur 2024.

Exécution de l'exercice 2023

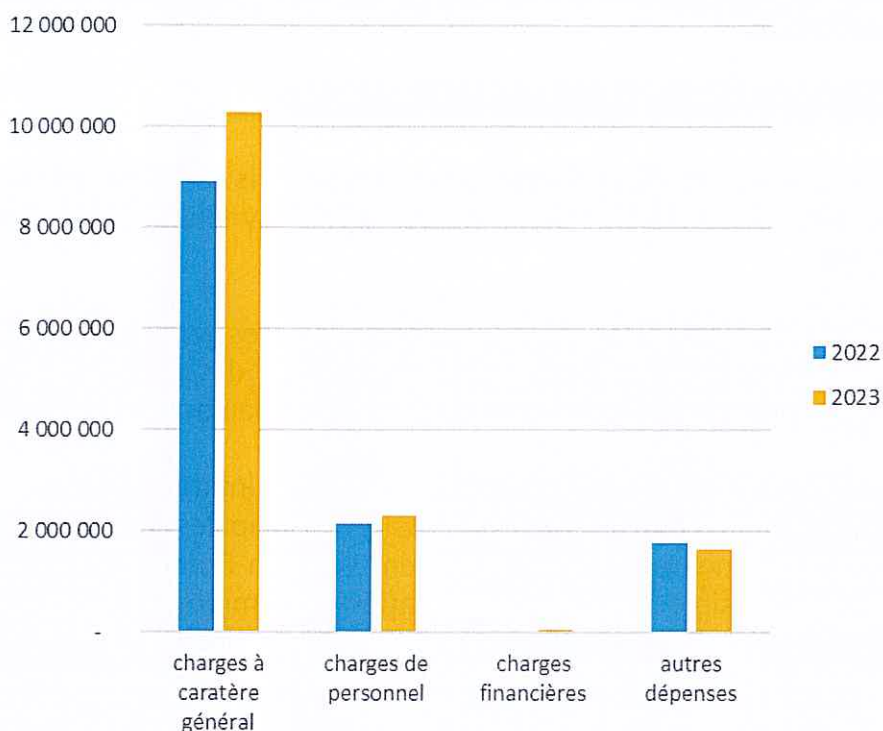
1 **Bilan réalisé de la section de fonctionnement**

Variation des dépenses 2022/2023

		DEPENSES		
		2022	2023	variation
Détails par chapitre	total	12 850 327	14 389 950	12%
charges à caractère général		8 917 731	10 367 439	16%

charges de personnel	2 153 369	2 318 406	8%
charges financières	4 280	59 418	1287%
autres dépenses	1 774 947	1 644 687	-7%

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2022/2023



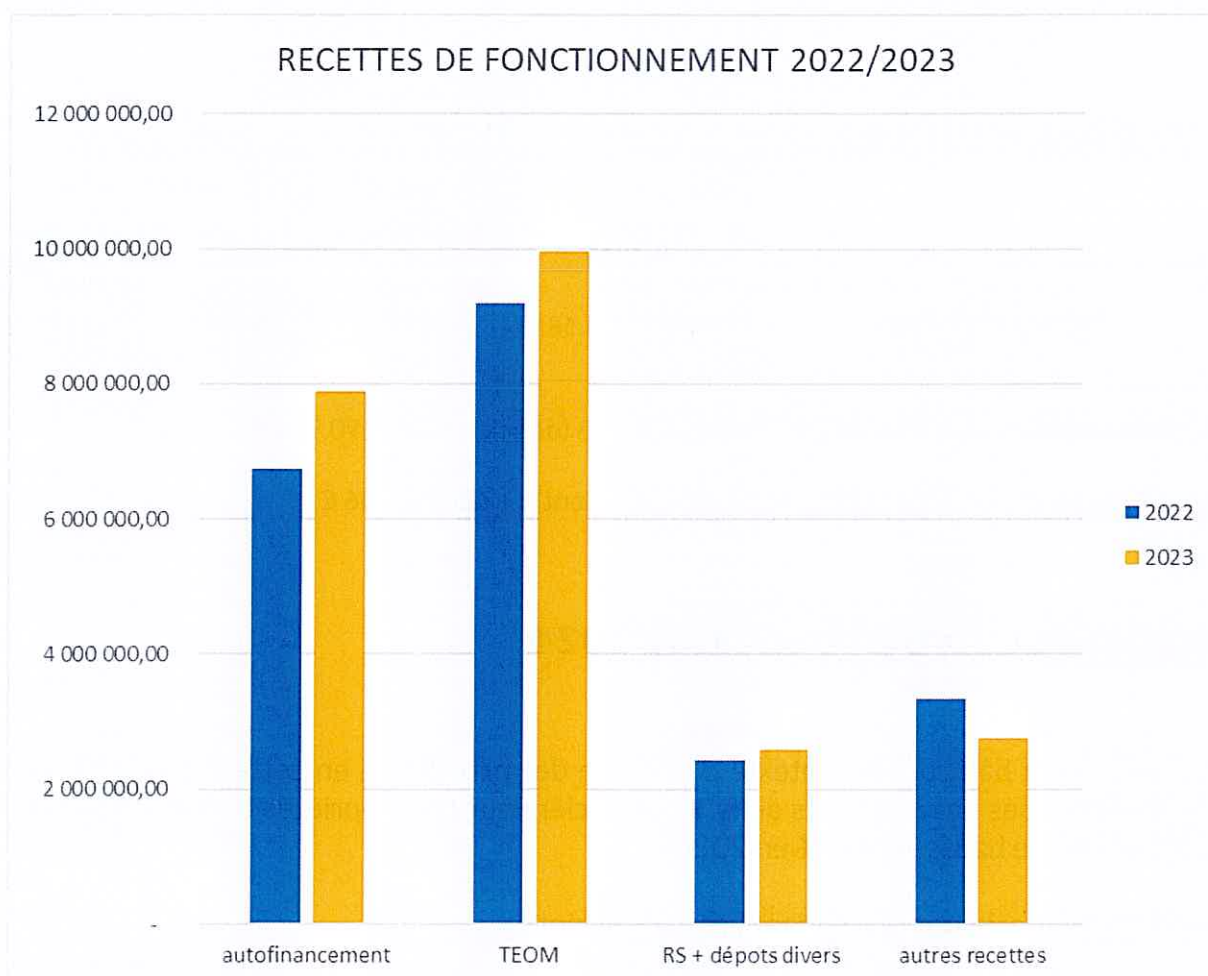
L'augmentation des dépenses de fonctionnement en 2023 est due en grande partie aux charges à caractère général :

- Augmentation du marché d'externalisation de transport et tri des emballages et papiers en attente de l'ouverture du centre de tri de TRIGIRONDE,
- Augmentation de la TGAP,
- Augmentation des charges financières due à la deuxième phase d'un prêt contracté en 2004 indexé sur l'EUROBOR (décision modificative 2023-48)
- Mise en place d'un marché pour la collecte des « usagers propriétaires » du centre EURONAT,
- Mise en place d'un contrat d'exploitation de la station de biogaz.

L'augmentation des charges de personnel est liée à la revalorisation du point, à l'opération de livraison et communication pour la mise en place de l'extension des consignes de tri et la mise en place d'avantages sociaux pour les agents : revalorisation des tickets restaurant et de la participation à la mutuelle en fonction de la rémunération.

Variation des recettes 2022/2023

		RECETTES		
		2022	2023	Variation
Détails par chapitre	total	21 724 998,00	23 187 008	7%
autofinancement		6 742 928,00	7 879 171,00	17%
redevance spéciale et dépôt divers		2 442 562,00	2 610 254,00	7%
TEOM		9 201 084,00	9 944 427,00	8%
Vente de matériaux		1 006 215,00	604 808,00	-40%
vente recyclerie		141 915,00	136 608,00	-4%
Vente élec biogaz		170 815,00	94 507,00	-45%
Eco organismes		1 665 829,00	1 640 000,00	-2%
Autres recettes		353 650,00	277 633,00	-21%



Globalement, les recettes ont augmenté de 5 % en 2023, malgré l'influence négative de la crise inflationniste sur les prix de reprise des matériaux et les prix de rachat de l'électricité.

L'augmentation des bases de la TEOM de 7.1% et notre autofinancement ont permis de réaliser un exercice budgétaire maîtrisé sans augmenter les taux de TEOM.

2 Bilan de la section d'investissement 2023

- Taux de réalisation des investissements 2023 : 40%
- Taux de réalisation des investissements 2022 : 24%

Nous notons un bon taux de réalisation des investissements en 2023 marqué par le décalage des travaux de restructuration du pôle administratif et technique de Saint Laurent Médoc.

Variation des dépenses des exercices 2022/2023

	DEPENSES		
	2022	2023	Variation
Total de l'exercice	2 695 621.83 €	3 805 262.79 €	+41%

Variation des recettes des exercices 2022/2023 (hors résultat reporté)

	RECETTES		
	2022	2023	Variation
Total de l'exercice	1 933 394.56 €	2 933 468.87 € comprenant le 1068 : 1 000 000 €	+52%

Résultat cumulé de la section d'investissement 2023 (déficit) : - 451 190.76 €

Rappel résultat cumulé investissement 2022 (excédent) : + 420 583.06 €

LA PROSPECTIVE BUDGETAIRE 2024

Le BP 2024 est bâti sur un contexte d'inflation des prix de 4% en cette fin d'année et une évolution des bases fiscales de la taxe foncière sur les propriétés bâties du même ordre, après une hausse de 7.1% en 2023.

Les principales orientations budgétaires 2024 sont :

- Etude de faisabilité pour la restructuration du pôle administratif et technique de Saint Laurent Médoc ;
- Diminution de la capacité d'enfouissement de notre installation de stockage des déchets non dangereux ISDND ;
- Construction d'une nouvelle déchèterie pour le Nord Médoc ;
- Externalisation (transport-tri-traitement des refus) des papiers et emballages vers le nouveau centre de tri de Trigironde ;

- Mise en place sur nos déchèteries de la filière de responsabilité élargie des producteurs REP pour les déchets du bâtiment : Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) ;
- Mise en place d'une démarche de prévention des risques professionnels au sein du SMICOTOM et de la SEMMGED ;
- Lancement de notre nouveau schéma de collecte sur 24 communes de notre territoire en faveur des flux valorisables soit le biodéchets et le recyclable.

1. La section de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement

Malgré un Plan Prévisionnel de Fonctionnement défavorable jusqu'en 2025, les dépenses de fonctionnement seront maîtrisées pour l'année 2024 : +1.42%.

Elles prendront, notamment, en considération :

- La seconde année du marché de la SEMMGED 2023-2026 à 4 500 000 € soit + 3.5 % ;
- L'augmentation de la TGAP à 58 € la tonne enfouie (51€ en 2023) ;
- Continuité de la mise en place de bornes multiflux sur les communes de Lacanau, Pauillac, Carcans et Vendays Montalivet ;
- L'incertitude sur les fluides (carburants, électricité) et la fin de la niche fiscale pour le GNR ;
- Le marché de transport et de tri des emballages avec Trigironde ;
- Le recrutement d'un agent chargé de la prévention des risques professionnels et d'un responsable administratif et financier RAF en prévision du remplacement du RAF actuel.

Quelques précisions sur les orientations les plus impactantes :

- Les charges du personnel

La masse salariale pour 2024 reste à 16% du total des dépenses réelles de fonctionnement, à effectif constant. Toutefois, elle doit suivre l'évolution de l'inflation prévue auquel nous rajoutons les avancements, les hausses du SMIC, la prime pouvoir d'achat et une éventuelle hausse du point d'indice.

- Evolution de la capacité d'enfouissement sur notre ISDND et tonnages externalisés

	2024	2025
Droit à enfouir sur Naujac sur Mer	26 300	17 500
Tonnage total déchets ultimes prévisionnel	24 025	24 000
Tonnage prévisionnel externalisé pour traitement	0	6 500

Pour 2024, deux décisions politiques vont permettre d'annuler l'externalisation du traitement des OMR au-dessus de la capacité de l'ISDND de Naujac sur Mer soit 26 300 tonnes :

- la mise en place du nouveau schéma de collecte au 1/01/2024 sur 24 communes de notre territoire devrait limiter la production d'OMR et donc le recours à l'externalisation. Nos projections de production de déchets liées à la mise en place de ce nouveau schéma de collecte sont :
 - Une baisse d'environ **1 000 tonnes des OMR** ;
 - Une augmentation de 300 tonnes pour les emballages et le recyclable ;
 - Une augmentation de 200 tonnes pour le bio déchets ;
- La mise en place de la filière REP PMCB qui permettra de baisser le tonnage d'encombrants et de DIB de **30 % soit 900 tonnes**.

Ainsi, l'impact financier de l'externalisation du traitement pour une partie de nos OMR sera nul.

Toutefois, à l'horizon 2025 l'impact financier de cette perte d'autonomie représentera une charge prévisionnelle annuelle de **1 170 000 d'euros TTC pour le SMICOTOM**.

- Augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

Le SMICOTOM paye chaque année aux impôts une taxe sur les tonnes de déchets enfouis à Naujac sur Mer. Pour obliger les collectivités compétentes à répondre aux objectifs nationaux et régionaux, la loi des finances prévoit une augmentation importante de cette TGAP :

	2022	2023	2024	2025
Droit à enfouir sur Naujac sur Mer	26 300	26 300	26 300	17 500
Evolution de la TGAP enfouissement euros/tonnes	40	51	58	65
Cout annuel prévisionnel euros/an	1 052 000	1 341 300	1 525 400	1 137 500

En 2024, l'augmentation de la TGAP aura une répercussion prévisionnelle de **+ 184 000 euros sur le budget par rapport à 2023**.

- Lancement opérationnel du centre de tri de TRIGIRONDE :

Depuis le 1/02/2024, les tonnages d'emballages et de papier en provenance du SMICOTOM sont triés sur le nouveau centre de tri de TRIGIRONDE. Ce vaste projet issu de la mutualisation entre 7 collectivités voit enfin le jour.

Le coût de transport du tri et du traitement des refus sera de 246 euros HT/tonne soit une baisse de 25% par rapport au coût actuel. **Cela représente une diminution d'environ 500 Keuros sur l'année 2024.**

Après de longues années de débat et de consensus, l'objectif politique de maîtrise financière à travers la maîtrise d'ouvrage publique est donc atteint !

Les recettes de fonctionnement

L'exercice 2023 est marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale dans un contexte de tensions sur les cours des matières premières, aggravées par la crise sanitaire et le conflit en Ukraine. Les prévisions de recettes s'inscrivent dans ce contexte incertain :

- **Soutiens CITEO :**
La mise en place du nouveau barème G est repoussée d'une année. Toutefois, nous prévoyons une augmentation du soutien de cet éco organisme de 4%, soit 1.7 M€ grâce à la revalorisation du soutien sur certains matériaux recyclables.
- **Redevance spéciale :**
Après l'arrêt de la collecte des centres EURONAT et CHM, et donc la perte de la recette RS, nous prévoyons pour 2024 une stabilisation du montant de cette recette soit 2.3 millions d'euros.
- **Revente des matériaux :**
La crise inflationniste a eu des effets négatifs sur les prix de reprise des matériaux. L'exercice 2023 a observé une baisse notable de la recette liée à la revente des matériaux. Nous espérons que le marché de reprise géré de manière mutualisé avec TRIGIRONDE permettra d'avoir plus de poids sur les prix de reprise. Cependant par prudence, nous prévoyons pour 2024 une recette à 600K€ soit une quasi-stagnation.
- **TEOM :** Les prévisions des échéances financières proches et l'augmentation supposée des bases du foncier bâti (environ 4% en 2024 nous permettraient *une stabilisation des taux de TEOM pour l'année 2024.*
- **AUTOFINANCEMENT :** le syndicat prévoit de dégager un autofinancement de 8.8 millions d'euros provenant essentiellement du report des excédents de fonctionnement. Cet excédent cumulé permettra d'envisager sereinement la restructuration du pôle administratif et technique.

2. La section d'investissement

a. Les dépenses d'investissement

A ce stade de l'élaboration du budget, les dépenses prévisionnelles d'investissement atteignent 9.6 millions d'euros, comprenant les restes à réaliser à hauteur de 1 295 000

Les plus importantes sont :

- La construction de casiers d'enfouissement 500 000 euros ;
- L'étude de faisabilité et les travaux pour la restructuration du pôle administratif et technique de Saint Laurent Médoc : 1.6 millions d'euros ;
- L'achat de deux véhicules pour la collecte des ordures ménagères pour la SEMMGED : 700 000 € ;

- Le remplacement de bennes pour les déchèteries : 60 000 euros ;
- Le remplacement d'une chargeuse sur pneus pour la plateforme de compostage : 350 000 euros ;
- De nouveaux conteneurs et de bornes pour un montant 800 000 euros et la mise en place d'un système de capteurs (bornes à verre) pour 150 000 euros;
- Une étude de faisabilité relative à une nouvelle déchèterie à Soulac sur Mer ainsi que sa construction : 2.150 millions d'euros.

Un remboursement du capital de la dette fixé à 207 000 € représentant 1.5% des dépenses d'investissement.

b. Les recettes d'investissements

L'autofinancement permettra d'assurer les investissements sans emprunt cette année.

Bien entendu, le syndicat recherchera toutes les aides financières dont il pourra bénéficier au titre notamment du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE), de la DETR et du « fond vert » dans le cadre des travaux de réfection des pôles administratif et technique de Saint Laurent Médoc.

.....

Pour conclure, une augmentation des bases de la TFPB de 4% en 2024 qui s'ajoute à une augmentation de 7.1 % en 2023, conjuguées aux efforts de mutualisation au niveau départemental dans les domaines du tri et du traitement, permettent au syndicat d'absorber ses dépenses structurelles, et de proposer une stabilisation des taux de la TEOM pour l'exercice 2024.

Telles sont les orientations qui serviront de trame à l'élaboration du Budget Primitif 2024 de notre syndicat et sur lesquelles je vous propose, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir débattre.

AFFAIRE N° 2024/01

Autorisation du Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements de l'exercice 2023 avant le vote du budget primitif 2024

Rapport :

M. le Président rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du Code Général

des Collectivités Territoriales, modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD).

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au budget principal à compter du 01/01/2024,

Les dépenses ainsi autorisées dans l'attente du vote du budget engagent la collectivité locale dans la mesure où elles devront être reprises à minima au budget de l'exercice concerné. Il appartient donc à l'organe délibérant, seul compétent pour adopter le budget primitif, de fixer avec précision le montant et la nature des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées avant l'adoption définitive du budget. Si nécessaire, l'assemblée délibérante pourra prendre plusieurs délibérations à concurrence du quart des crédits ouverts à chaque chapitre.

A l'exception des crédits afférents au remboursement de la dette, les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1 c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites aux budgets primitifs (BP) et aux budgets supplémentaires, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives.

En revanche, les crédits inscrits en restes à réaliser (RAR) ne doivent pas être retenus pour déterminer le ¼ des ressources susceptibles de pouvoir être engagées, mandatées et liquidées par l'exécutif avant le vote du budget.

Considérant que le budget primitif du SMICOTOM sera voté au plus tard le 15 avril 2024,

Considérant que le montant total des crédits inscrits au budget primitif 2023 aux chapitres 20, 21 et 23 s'élève à **8 413 101 euros**.

Considérant que le quart des crédits d'investissements ouverts au budget primitif 2024 hors remboursement de la dette représente une somme totale de **2 103 275.25 euros**
Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de l'article L1612-1 du CGCT s'apprécie au niveau des chapitres (en fonction du choix initial du vote du budget par l'assemblée délibérante sur le budget 2023).

Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,

- ❖ **Autorise** Monsieur le Président jusqu'à l'adoption du BP 2024, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au BP 2023, hors restes à réaliser, ainsi qu'il suit :

Articles M57	PROGRAMMES		Crédits ouverts 2023	25 %
2158	302	Autres installations	1 105 000	276 250
2188	302	Fourniture d'équipement	3 000	750
Total Chapitre 21				277 000
2188	303	Autres	234 000	58 500
Total Chapitre 21				58 500
2158	304	Travaux de voirie	19 500	4 875
Total Chapitre 21				4 875
2031	306	Etude OMR traitement	14 000	3 500
Total Chapitre 20				3 500
2158	306	Autres installations	50 676	12 669
Total chapitre 21				12 669
2315	306	Travaux casiers ISDND	965 000	241 250
Total Chapitre 23				241 250
21351	308	Divers travaux	92 500	23 125
2151	308	Travaux de voirie	25 000	6 250
2152	308	Fournitures de panneaux voirie	7 073	1 768
2158	308	Travaux clôtures, travaux électriques	68 000	17 000
2188	308	Fournitures d'équipements	45 000	11 250
Total Chapitre 21				59 393
2031	309	Licences	20 000	5 000
Total Chapitre 20				5 000
21838	309	Autre Fournitures informatiques	90 000	22 500
Total Chapitre 21				22 500
2313	309	Pole adm et technique (St Laurent)	1 200 000	300 000
Total Chapitre 23				300 000
2031	310	Licences	13 600	3 400
Total Chapitre 20				3 400
2051	311	Licences	4 000	1 000
Total Chapitre 20				1 000
2188	311	Fournitures d'équipements	10 000	2 500
Total Chapitre 21				2 500
2158	312	Composteurs	12 000	3 000
Total Chapitre 21				3 000
21351	313	Travaux	20 000	5 000
Total Chapitre 21				5 000
2313	313	Travaux	460 000	115 000

2188	313	Équipements	40 000	10 000
Total Chapitre 23				125 000
2181	314	Installations générales, agencements	29 045	7 262
2188	314	Fournitures d'équipements	37 200	9 300
Total Chapitre 21				16 562
TOTAL GENERAL				1 141 149

Le Comité Syndical s'engage à reprendre ces crédits ouverts par anticipation au budget primitif du Smicotom 2024.

Pas d'observation – Unanimité

AFFAIRE N° 2024/02

Donnant mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique territoriale de la Gironde pour le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et/ou prévoyance)

Vu la législation relative aux assurances,

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu les articles L 221-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la négociation et accords collectifs,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la délibération n° DE-0063-2023 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde en date du 13 décembre 2023 autorisant le lancement d'une convention de participation pour la couverture des risques prévoyance et/ou santé ;

Considérant l'exposé de Monsieur le Président ,

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent, permettant de couvrir :

- Les risques santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

La protection sociale complémentaire (PSC) est devenue l'un des outils clé de la politique sociale des employeurs publics territoriaux. Pour précision, la PSC est déclinée en deux risques bien distincts :

- Les risques prévoyance (protection de l'agent en cas d'arrêt de travail, de mise en retraite pour invalidité et décès) : la participation de l'employeur devient obligatoire à compter du 1er janvier 2025. Un accord collectif national portant réforme de la PSC des agents territoriaux du 11 juillet 2023 conclu entre les partenaires sociaux et les associations d'employeurs va plus loin avec la participation de l'employeur d'un montant minimal de 50% de la cotisation à verser aux agents qui auront l'obligation d'adhérer à un contrat collectif souscrit par l'employeur. La mise en place de ce contrat nécessitera un accord conclu à l'issue d'une négociation collective locale. Ce dispositif sera effectif à compter de la transposition normative de cet accord national.
- Les risques santé (ou mutuelle) : la participation devient obligatoire d'un montant minimum de 15 € mensuel brut par agent à compter du 1er janvier 2026. L'employeur devra verser sa participation en choisissant l'un des trois modes de contractualisation : contrat individuel labellisés, contrat collectif à adhésion facultative des agents ou contrat collectif à adhésion obligatoire souscrit après conclusion d'un accord collectif valide.

Le processus de consultation sera commun aux employeurs territoriaux du département qui auront formulé leur intention par courrier, afin de mutualiser les risques à couvrir, et rechercher des tarifs compétitifs au bénéfice des agents.

Les conventions de participation seront conclues par le centre de gestion pour le compte des employeurs, au même titre que les contrats collectifs d'assurance associés, en déclinaison de l'article L827-7 du code général de la fonction publique.

Les organisations syndicales seront associées à la démarche.

En application des dispositions de l'article L.827.7 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion a une obligation de proposer aux employeurs publics territoriaux des garanties issues de contrats collectifs (procédure des conventions de participation).

Le Centre de Gestion va lancer une consultation pour retenir un organisme d'assurance. Les employeurs doivent bien au préalable délibérer pour donner mandat au Centre de Gestion après avis de leur Comité Social Territorial (art. 4 décret n°2011-1474).

Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **DECIDE** de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation relative au risque Santé et/ou prévoyance que le Centre de Gestion de la Gironde va engager.
- **PREND ACTE** que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision de signer la convention de participation relative au risque Santé et/ou Prévoyance souscrite par le CDG33 à compter du 1^{er} janvier 2025.

Pas d'observation - Unanimité

Questions diverses :

Monsieur le Président évoque la restructuration du pôle administratif et technique de Saint-Laurent-Médoc et la possibilité de rapatrier la structure sur la commune de Naujac.
Deux dimensions seront à étudier : la dimension économique et la dimension sociale .

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h00

BO

Fait à Saint -Laurent- Médoc,
Le 19/02/2024

M Dominique FEVRIER
Secrétaire de Séance,



Le Président, Yves BARREAU

